

LA BOURSE
AUGMENTATION: Amibi, St. Lawrence Corp., B. C. Power, Quebec Power, Shawinigan, Insular Electric, Gypsum, Can. Wire, Can. Smelting, Int. Nickel, Dom. Stores, Monro, Mon.
DIMINUTION: Can. P. & N., Brasilia, Power Corp., C. P. R. Can. Car. Steel of Canada, Massey Harris, Imperial Oil, Int. Petroleum, Dist. Seagrams, Ann. Breweries, Amulet, Noranda.
LE PROMET: diminution d'un quart de sou.



Tarif d'abonnement
Service à domicile, Montréal et banlieue: \$9 par année, avec rabais de \$1.50 par paiement comptant.
Même service, au mois: \$0.75.
Livraison postale, Canada (hors Montréal et la banlieue) et Grande-Bretagne: \$6 par année, avec rabais de \$1.50 par paiement comptant.
Même service, au mois: \$0.50.
Etats-Unis: \$8 par année.
Europe continentale: \$12 par année.

VOL. XXIX — No 62 Beau et un peu plus frais. MONTREAL, MARDI 16 JUIN 1931 Min: 64; Max: 80. PRIX: TROIS SOUS

LE CHANCELIER BRUENING MENACE DE DEMISSIONNER

M. Dufresne démissionnera-t-il?

Quand M. Houde se porta de nouveau candidat à la mairie, au printemps de 1930, il dut, pour rassurer le Star qui craignait d'avoir porté à ces fonctions un autre candidat perpétuel, prendre l'engagement de se retirer en faveur d'un Anglais à l'expiration de son deuxième mandat. Et le successeur désigné, c'était l'échevin de Notre-Dame de Grâce, M. Biggar. Pour donner de l'importance à celui-ci on le nomma président du Conseil municipal. Il devait, de son côté, aider M. Houde à faire de l'hôtel-de-ville un rouage de l'organisation conservatrice; car le but d'Atholstan était double: mettre un Anglais à la mairie de Montréal et renverser le cabinet Taschereau.

M. Biggar s'est jusqu'ici parfaitement acquitté de son rôle. Il a émis sur certaines questions capitales, comme le régime des exportations, des idées justes qu'il a ensuite laissé dormir, car c'est surtout son quartier qui profite de l'anarchie régime actuel. Quant au reste, il a défendu tous les actes de la Gang, et avec une habileté dont Bray eût été incapable — habileté d'autant plus dangereuse qu'elle s'accompagnait apparemment d'une grande modération. Tout au plus si à certains moments on sentait chez cet homme hautain, Anglais jusqu'aux moelles, un profond mépris pour la bande avec laquelle il se trouvait accouiné.

Mais si la Gang se discréditait complètement avant les élections de 1931, les ambitions de M. Biggar et les savantes combinaisons de son manager Atholstan étaient à l'eau. Or, par ses agents secrets, le propriétaire du Star se rendit compte qu'entourée d'hommes comme Brizard de défunte mémoire (moins méprisable que Houde, cependant), et surtout comme Lucien Vaillancourt, l'équipe Houde-Bray ne durerait pas jusque-là. Il exigea d'abord le départ de Brizard. Il donna ensuite à la Gang un avertissement public que nous reproduisimes à l'époque et où il était dit que le vice, à Montréal, se protégeait en payant tribut. L'avertissement n'ayant pas porté, lord Atholstan, aidé de M. Jules Crépeau, parait-il, et de quelques autres, constitua sur le compte d'un certain nombre d'officiers supérieurs de la police, dont Vaillancourt, un dossier capable de faire sauter, par répercussion ou autrement, toute la bande houstide. Le débâlage public de ce dossier n'eût avancé ni les chances municipales de M. Biggar ni les chances politiques de M. Houde. Au lieu de demander tout de suite une enquête judiciaire, Milord plaça donc M. Houde devant cette alternative: ou réformer immédiatement les cadres de la police, ou sauter avec toute sa Gang. M. Houde dut se résigner à lâcher, outre Langevin auquel il ne tenait qu'à moitié, — car il avait toujours espéré remplacer cette vieille baderne par un de ses favoris, — son fidèle Vaillancourt et l'alter ego de celui-ci, le lieutenant Bessette. C'est encore Milord qui imposa pour la direction de la police le record Dufresne, recommandé pour sa droiture par tous ceux qui le connaissent. Ainsi, pensait le propriétaire du Star, il n'y aurait pas d'éclat et la Gang, dont l'appui était indispensable au succès de Biggar en 1931 comme à celui de Houde aux prochaines élections provinciales, aurait la vie sauve.

Au fond la Gang en bavait de rage, et on l'a bien vu lorsque la mise en demeure de M. Crépeau au Conseil, touchant la pension qu'on lui avait garantie par contrat, fut référée à l'exécutif: "Crépeau, dit cyniquement le gros Bray, tant que je serai là il n'aura pas sa pension. Cela lui apprendra à aller comploter au Queen's." Les complots du Queen's Hotel, c'étaient les rencontres de l'ancien directeur des services municipaux avec les représentants officiels ou officieux d'Atholstan. L'avocat Lantcet, qui transmittait à Houde la sommation de Milord, pouvait d'ailleurs en dire long sur ce chapitre de notre histoire municipale.

M. Dufresne entré en fonctions malgré la Gang, il fallait lui faire la vie la plus dure possible. Il a eu beau y aller en douceur après les exécutions du début, imposées elles aussi, et avec combien de raison! par le Star, et pousser la diplomatie jusqu'à faire de M. Houde, au banquet Demers, un éloge d'un servilisme inconvenant, le maire lui a infligé délibérément affront sur affront, comme d'aller donner des ordres aux capitaines de police par-dessus sa tête.

Le calcul de M. Dufresne était de durer jusqu'à la prochaine session législative pour se faire donner par les Chambres les pouvoirs qu'on lui avait promis: celui de la Gang semble être au contraire de le forcer d'ici là à démissionner, en le brimant et l'humiliant sans merci. On a vu au récent congrès des directeurs de police, à Québec, jusqu'où le conflit en était rendu. On voulait dire M. Dufresne au conseil de l'association. Il a refusé, disant qu'il ne savait pas s'il serait encore directeur de la police montréalaise l'année prochaine. On sait, en tout cas, que, légalement, il fait encore partie de la Cour des Records, poire pour la soif. Déjà, à l'hôtel-de-ville, on désigne son successeur. Ce serait l'inspecteur Armand Brodeur, réduit au rang par feu le sous-chef Egan, réintroduit à la Sûreté par son feu cousin J. A. A. Brodeur et nommé inspecteur grâce à l'influence de Camille Houde.

A remarquer qu'en attendant l'intervention du Parlement provincial M. Dufresne n'est pas plus à l'abri d'un renvoi que ses prédécesseurs, et que c'est probablement pour cela que la Gang lui cherche noise.

Olivier ASSELIN.

Choses du Temps

Banditisme international

Nous lisons dans l'Ottawa Journal:

Un navire de contrebande enregistré à Saint-Jean de Terre-Neuve et commandé par un sujet britannique a été coulé par un contre-torpilleur (destroyer) américain en dehors de la zone de douze milles. Le bateau, cette fois, a péri dans une collision, mais on rapporte que la collision elle-même s'est produite comme le navire manœuvrait pour échapper au contre-torpilleur. En d'autres termes le contre-torpilleur lui donnait la chasse. Les propriétaires, le capitaine et l'équipage d'un bateau affecté à la contrebande des alcools ne méritent pas plus de sympathie qu'il ne faut. Là toute-fois n'est pas la question. Ce qui nous intéresse c'est le droit que s'arrogent les Etats-Unis de couler en haute mer un navire battant le pavillon d'une autre nation. Les Etats-Unis ont parfaitement le droit d'appliquer comme ils l'entendent leurs lois coutumières sur leur territoire ou dans les zones maritimes établies par les traités ou par la loi internationale. Ils n'ont aucun droit quelconque de franchir ces limites, et quand ils le font, ils se rendent coupables de banditisme international. La présence d'une cargaison d'alcool en haute mer n'a rien de criminel et il n'appartient pas aux Etats-Unis d'en faire un crime. Tout en prenant soin de ne pas perdre la tête à propos de l'incident que nous signalons, on devrait avertir Washington que ces pratiques ne peuvent être tolérées. Les interminables et futiles négociations relatives à l'"I'm alone" ne devraient pas se répéter.

Le Journal est une feuille indépendante à tendances tory. Il croit évidemment qu'en vertu du principe de solidarité impériale dont on nourrit nos frères intelligents de colonie l'Angleterre va joindre ses protestations à celles de Terre-Neuve. Qu'il nous dise donc ce qui, dans les relations de l'Angleterre et des Etats-Unis, l'autorise à croire que Londres risquera une querelle avec les Etats-Unis pour défendre les droits de marins terre-neuviens. Ou bien encore sur quoi il se fonde pour croire que les Etats-Unis se laisseront conduire à la Haye pour une affaire comme celle-là, quand ils ont eu soin de réserver dans leurs "covenants", leurs pactes et leurs contre-pactes à peu près toutes les questions qui les intéressaient en particulier. — OI. A.

Le claudicant budget

L'impôt de 2% sur les dividendes des actionnaires étrangers n'a pas une bonne presse. Le Financial Post, propriété pourtant d'une société d'éditions, la Maclean's Publishing Co., qui bénéficie largement du nouveau régime douanier appliqué aux périodiques, le dénonce en un article qui est presque la reproduction du nôtre de jeudi dernier. La presse indépendante tout entière y voit comme nous une atteinte portée à notre crédit sur les marchés financiers étrangers. Le syndicat montréalais des agents de change enregistre sa protestation, à laquelle s'ajoutera, si ce n'est déjà fait, celle des banquiers en valeurs mobilières. Il est fort possible que sur ce point encore M. Bennett soit forcé de faire machine arrière.

Nous disons "sur ce point encore". C'est que M. Bennett a déjà commencé. Devant les protestations des marchands de journaux il a dû prendre l'engagement de restreindre au minimum l'application du droit de 15 sous par livre sur l'importation des magazines. Reculade plus sérieuse: il a dû promettre aux marchands-détaillants de modifier le mode de perception de la nouvelle taxe de vente. Enfin, l'impôt supplémentaire de 1 pour 100 sur toute importation d'une valeur supérieure à \$25 s'annonce si tracassier qu'il paraît que le premier-ministre songerait à y renoncer.

A propos de cette surtaxe universelle de 1 pour 100, les agents des douanes viennent d'être informés qu'elle s'appliquera même aux importations inférieures à \$25 qui ne viendront pas par la poste ou par les messageries. Le texte communiqué à la Chambre le 1er juin ne faisait pas mention de cette disposition.

Bref, il est douteux que M. Bennett lui-même, à l'heure actuelle, s'y retrouve à travers son budget touffu et mal étudié, si différent des chefs d'oeuvre de clarté que nous donnait cet homme modeste qu'on vit rarement chez le photographe et qui n'était pas sur une main lassée une tête trop lourde: feu M. Robb. — OI. A.

Erratum

Une regrettable coquille typographique ou un lapsus calami s'est glissé hier matin dans une note des Choses du Temps et nous a fait dire "Canadiens, achetez canadiens" quand il fallait dire "achetez CANA-

DIEN" pour rendre le sens vrai de notre pensée. — OI. A.

Un nouveau concurrent

Nous annonçons il y a quelques jours le concours institué entre deux feuilles houstides qui massacrent à qui mieux mieux la langue française. Cette nouvelle a suscité de nobles ambitions. Il existe un quotidien du soir qui passe à raison pour être assez bien rédigé. Mais comme il a de fortes tendances houstides, il lui faut à son tour manquer d'égards envers notre langue, pour être bien dans la note. N'ayant pas l'habitude de ces mauvais procédés, il commence timidement. Pour un début, ce n'est cependant pas trop mal. Jugez plutôt: "L'INAUGURATION de M. Paul Doumer aura lieu demain."

N'est-ce pas que c'est presque aussi bien que le "Révérend père Canon Harbours"?

Souhaitons que le bon journal en question ne soit pas admis à participer à ce concours, son houstisme doit-il en souffrir. Pourquoi perdre un temps précieux à vouloir lutter sur leur terrain avec les champions de l'écriture illisible? — ALAIN VAUDREUIL.

Un profiteur de guerre

La Berliner Illustrierte Zeitung, un des plus importants hebdomadaires d'Allemagne, nous donne, dans son numéro du 31 mai, à propos du succès de librairie dont a joui l'ouvrage d'Erich-Maria Remarque, quelques chiffres assez saisissants. Ces chiffres rendraient rêveurs Alexander Dumas père, Edmond Rostand et même ceux de nos contemporains qui détenaient jusqu'ici les records de la vente, Edgar Wallace ou H. G. Wells.

A l'Ouest rien de Nouveau parut le 31 janvier 1929. Quinze jours après son apparition, 100,000 exemplaires étaient déjà vendus. Plusieurs rééditions furent faites, d'urgence, coup sur coup. Au commencement de mai 1929 la vente n'avait pas ralenti et le tirage assignait le demi-million. Aujourd'hui, soit un peu moins de deux ans et demi après l'apparition du livre, le chiffre de l'édition allemande se monte à 1,040,000 exemplaires.

Ce n'est pas tout. L'ouvrage a eu les honneurs de la traduction en 31 langues. L'édition anglaise donne aujourd'hui le chiffre de 360,000 pour l'Angleterre et de 565,000 exemplaires pour l'Amérique du Nord. Le total des exemplaires en circulation dans le monde entier est à l'heure actuelle de 3,500,000 environ.

Le plus étonné de cet étonnant succès fut, dit-on, l'auteur du livre. Ayant risqué, comme beaucoup d'autres, de se faire troller la peau au cours de la guerre, il avait voulu, simplement, pour son plaisir personnel, noter quelques impressions de cette vie qui avait été la sienne, pendant plusieurs années. Il n'y avait pas là, pensait-il, de quoi fatiguer tellement les presses à imprimer.

Erich-Maria Remarque fut plus étonné encore, il y a quelques temps, quand il reçut du ministère des finances du Reich un pli cacheté qui contenait quelque chose comme ceci:

Ministère des finances. Taux sur les bénéfices de guerre. En raison des bénéfices, évalués à... que vous a valu l'ouvrage intitulé A l'Ouest rien de nouveau, ouvrage dont vous avez, en le signant, reconnu publiquement être l'auteur; attendu, d'autre part, qu'il vous aurait été impossible d'écrire ledit ouvrage si vous n'aviez eu l'avantage de prendre part aux opérations de la guerre, vous êtes prié de verser au trésor du Reich, avant la date fixée par nous, à titre de taxe sur les bénéfices de guerre, la somme de: 1,347,089 marks, 27 pfennigs.

Ministère des Finances, bureau central des contributions.

Remarque a connu les horreurs de la guerre; de moins il le dit, bien que d'autres le contestent. Il a fait un livre pour les décrire. Aurait-il jamais pensé qu'on le taxerait un jour sur "l'avantage d'avoir pris part aux opérations"? — P. W.

Fécondité

Ce n'est pas du livre de Zola qu'il s'agit ici. Nous voulons parler d'une brave Canadienne, simplement. Disons tout de suite qu'elle a notre profonde admiration à tous égards, et l'on comprendra facilement notre sentiment par les lignes qui suivent.

Les consultations pré-natales que donne l'Ecole d'hygiène ont certainement leur utilité. Elles sont d'un immense secours pour les futures mères et pour les mères actuelles. Elles sont utiles pour les journalières aussi, mais pas pour les mêmes raisons évidemment. Or, donc, pas plus tard qu'avant-

hier, nous trouvant par hasard à l'Ecole d'hygiène, nous vîmes une femme. Au premier abord rien d'étonnant: on voit tellement de femmes, en ce bas monde! Mais où la chose devint intéressante, ce fut quand une garde-malade nous renseigna sur le compte de celle-là. Croira qui voudra, cette bonne dame, âgée de 36 ans, avait eu 24 (vingt-quatre) enfants. Nous ne pouvons pas dire: "Un point, c'est tout", car elle venait en consultation pour son... vingt-cinquième. — A. R. B.

"L'Age de perle"

Madame Marie-Paule Salonne, de Plancoët, en Bretagne, vient de publier aux Editions du Tambourin, de Paris, un roman dont elle a adressé un exemplaire à quelques amis canadiens. Car il faut vous dire que, pour plusieurs raisons, Mme Salonne n'est pas étrangère au Canada. D'abord, elle est du pays de Jacques Cartier, puisque Plancoët est situé à quelques kilomètres de Saint-Malo. Elle est l'amie de Marie Lefranc, l'auteur d'Heïler, fils des bois, qui vécut durant plusieurs années à Montréal et professa à McGill. Mme Salonne a écrit sur le dernier roman de M. Antonin Proulx: Le Coeur est le maître, une étude fort sympathique, et donné quelques articles à la Revue populaire, dirigée par M. Jean Chauvin. Elle entretient depuis les débuts de la Grande Guerre une correspondance suivie avec le Canada et l'a présenté aux lecteurs de la Revue d'Ottawa, trop tôt ravie, hélas! à l'ambition de son propriétaire!

L'oeuvre poétique de Mme Salonne, commencée à l'âge de seize ans, a été tout de suite remarquée en France. M. Gustave Lantcet, des Archives nationales, en a fait des éloges mérités dans l'organe de l'Institut canadien-français d'Ottawa.

Tel est, en raccourci, le caractère du jeune auteur de l'Age de perle, qui vient de paraître en France. Ce roman de l'amour maternel aura, j'en suis sûr, un égal succès dans l'ancien, 520 Richmond Street, Montréal. France. — W. GASCON.

Billet du matin

LE MARATHON DU SERMON

Des gens courent trente et quarante milles pour gagner un prix parfois insignifiant, comme une coupe dans laquelle ils ne boiront pas; d'autres dansent trois jours et trois nuits pour avoir, s'ils ne deviennent pas fous, la gloire de s'intituler champions de danse. Cette mode des "marathons" est américaine, comme tout ce qui est exagéré, et pourtant, grotesque. Il n'y a pas bien longtemps j'ai vu des hommes se morfondre sur un vélo-drome, comme autant d'écureuils dans une cage. J'ai cru que cette course stupide devait leur rapporter la forte somme, mais on m'a appris qu'ils ruinaient ainsi leur santé ils gagnaient quelques dollars par jour.

Mais il y a le prestige, voyez-vous, et, de nos jours, le prestige et la gloire passent avant la science honnête et simple ou l'art délicat et fin. Faire parler de soi, même et surtout quand on ne possède aucun talent, semble le but visé par tous ces types détraqués qui grimpent aux arbres et y demeurent, montent aux mâts de navires sans voiles, ou "sautent" des cataraacts dans un tonneau.

Le révérend Brown, pasteur noir d'une sombre église, vient de déclarer ce qu'il appelle le record du monde pour la durée des sermons. Il a tenu le crachoir pendant douze heures et dix minutes et articulé 88,794 mots bien comptés.

Comme une partie du sermon traitait de la frugalité et de l'abstinence, le prédicant s'est contenté, pour se sustenter, de quatre côtelettes, d'une cuisse de poulet et d'un verre de lait, sans compter le pain à discrétion. Cet orateur d'endurance venait de terminer un congé de trois semaines que ses ouailles lui avaient accordé afin de préparer ce chef-d'oeuvre. Dans la chaire, on ne l'a vu consumer que le poulet et le lait. Les côtelettes avaient été dévorées avant le départ, pardon, l'ezorde.

Le sermon traitait d'abord des jeux de hasard, et comme le révérend Brown s'est assez longuement étendu sur ce sujet, passant de Monaco à la Bourse de New-York en s'arrêtant un instant aux cartes et aux dés, le sacré orateur a pris trois heures pour appeler le feu du ciel sur les joueurs. Le sujet suivant était le mariage nouveau genre, qui se fait et se défait sans cérémonie et sans gêne et que les Américains nomment "compagnonnage", alors que la langue fran-

LA SESSION FEDERALE

L'application des résolutions tarifaires créera plusieurs revenus d'un million par an

C'est ce que dit l'hon. M. Motherwell, ancien ministre de l'agriculture, dans une vigoureuse critique du budget. — Les coups d'assommoirs de M. Bennett. — Plusieurs discours marquent la journée d'hier consacrée entièrement au débat sur le budget.

Différend entre MM. Bennett et Black

(De notre correspondant)
Ottawa, 15 — Si les choses continuent de ce train la Chambre des Communes en verra de belles. Pour peu que cela s'accroisse elle assistera au divorce du premier ministre, le très hon. R. B. Bennett, et du président de la Chambre, l'hon. George Black. Le député du Yukon, un bon conservateur qui fut un partisan aussi fidèle que convaincu, a depuis son élévation au plus haut poste d'honneur du parlement canadien, cherché à faire preuve d'impartialité et de largeur de vue.

Aujourd'hui il a cru rompre une lance avec le premier ministre au sujet d'une procédure parlementaire. M. Bennett a pris une attitude de Benito. Il a tenu à son point de vue sans vouloir en démentir, malgré l'avertissement donné par l'hon. Ernest Lapointe, qui lui a dit qu'en tant que libéral il était heureux de voir le premier ministre briser avec les précédents.

Il s'agissait des avis de motion que M. Bennett a inscrits au feuillet de la Chambre au sujet des modifications qu'il entend apporter au ministère des finances. M. Black lisait les avis et M. Bennett jugeait que cela n'était pas nécessaire puisque les motions ne seront étudiées que demain. M. Black pour convaincre son chef lui lut un article des règlements. Mais M. Bennett s'entêta.

Finalement ce fut M. Garland, le député fermier-uni de Bow-River, qui entra en scène. Il proposa modérément l'ajournement de la Chambre pour permettre à MM. Bennett et Black de s'entendre.

Cela arrive, dira-t-on dans les meilleures familles, et les petites chicanes entretiennent l'amitié. Bien leur en fasse.

Avec un tel début la séance ne pouvait pas manquer d'être intéressante. Le débat sur l'adresse fut repris avec, comme premier orateur, l'hon. Motherwell, ancien ministre de l'agriculture dans l'administration libérale. M. Motherwell est un vétéran des luttes politiques. C'est un parlementaire rugueux, plein de vigueur et très original au surplus.

Deux discours français ont été prononcés, par M. Maxime Raymond, député libéral de Beauharnois et M. E.C. St-Père, député d'Hochelega. M. Raymond, après avoir fait une critique générale du budget Bennett, a parlé de la protection que les conser-

vateurs accordaient à l'industrie textile.

M. St-Père, député d'Hochelega, a parlé lui aussi, surtout en faveur de la classe ouvrière. Ainsi les ouvriers ont trouvé dans ces deux députés libéraux d'éloquents avocats.

L'hon. Motherwell Le débat sur l'exposé budgétaire du gouvernement reprend avec l'hon. M. Motherwell, ancien ministre de l'agriculture, qui repédie avec force l'accusation portée contre le précédent gouvernement libéral disant que ce dernier n'avait rien fait pour rayer le sentiment de dépendance qui s'était emparé des exportateurs de blé canadien dans les pays étrangers.

Le débat sur l'exposé budgétaire du gouvernement reprend avec l'hon. M. Motherwell, ancien ministre de l'agriculture, qui repédie avec force l'accusation portée contre le précédent gouvernement libéral disant que ce dernier n'avait rien fait pour rayer le sentiment de dépendance qui s'était emparé des exportateurs de blé canadien dans les pays étrangers.

En parlant du commerce extérieur, M. Stevens a dit peu de chose de la conférence impériale qui a été essentiellement un nid à chicanes. Les tactiques de M. Bennett à Londres rappellent celles de Big Bill Thompson et M. Stevens ne s'est pas efforcé de les défendre.

M. Motherwell fait l'historique de la vente du blé. En 1929 les prix étaient élevés et il n'y avait sûrement pas lieu d'intervenir en aucune façon. Les conservateurs ont pris le pouvoir l'an dernier; le blé était alors à un dollar le boisseau et il est descendu par la suite à 50 sous le boisseau. Encore à l'heure actuelle, le prix est de beaucoup inférieur à un dollar, mais le gouvernement actuel n'a rien abandonné de son flegme pour si peu.

A Rome, M. Ferguson a pris part à la conférence internationale du blé et il n'était pas là depuis deux jours qu'il en avait divisé les membres en deux camps rivaux, les exportateurs et les importateurs et il a permis à ces derniers d'aller à Paris établir une organisation rivale. "Le haut commissaire et le premier ministre, dit M. Motherwell, sont deux diplomates de choix. Ils partent le sang et le tonnerre dans les yeux et assomment tout le monde."

M. Motherwell parle du bon di 5 sous pour le transport du blé et dit qu'il ne faut pas oublier les autres grains. Les producteurs d'autres grains et les éleveurs ne peuvent être relégués à l'arrière-plan. Il suggère au gouvernement de payer le boni pour toutes les céréales. Le gouvernement ne prendra pas mon avis, évidemment. Il continuera d'accumuler les erreurs.

M. Motherwell rappelle le discours de M. Bennett à Belfast, où le premier ministre disait qu'il n'y avait rien de plus important que de renforcer les liens impériaux, l'empire sombrerait. M. Bennett n'a pas le droit de fustiger les fermiers de l'Ouest quand ils parlent de sécession alors que lui-même prédit la chute de l'empire britannique. "Et cela du parti sublimement tory."

Parlant du budget, M. Motherwell dit que ce n'est pas un budget de millions, mais de multi-millions. Il montre comment les gros revenus vont payer oins qu'à l'heure actuelle.

L'honorable député ne sait-il pas qu'il n'y a pas un seul revenu d'un million de dollars en Canada? demande R. B. Hanson (conservateur York-Sunbury).

M. Motherwell rétorque qu'après l'application des résolutions budgétaires il y en aura plusieurs.

L'ancien ministre attaque le gouvernement pour avoir inclus dans ses rangs un certain nombre de millionnaires et il déclare que s'il avait fait ce qu'a fait le cabinet, il serait au pénitencier. L'honorable Manion demande de retirer cette parole et l'Orateur soutient que le terme n'est pas parlementaire.

L'honorable M. Motherwell retire, mais demande qu'on le laisse continuer en paix. Il reproche au gouvernement les dépenses de la commission Stamp qu'il a fait que confirmer une constatation établie précédemment par l'enquête Turgeon, c'est-à-dire que l'on ne doit pas empêcher les opérations optionnaires sur le blé.

H. A. MULLINS

Le Col. H. A. Mullins (cons. Marquette) répond à M. Motherwell et lui reproche de n'avoir prononcé qu'un discours de campagne électorale. Il rappelle que les conservateurs n'ont pas parlé que du beurre; ils ont aussi abordé le tarif et le budget Dunning. "Nous avons parlé du beurre, cependant." Pour lui la protection est nécessaire au bien-être du pays. Les fermiers de l'Ouest se soucient comme de l'an quarante du tarif et ils ne veulent plus entendre parler des doctrines libérales-échangistes. Cela est dû à la promesse de M. Bennett de ne pas permettre une hausse de prix à cause du tarif. Il reproche à M. Motherwell de n'avoir pas stimulé l'élevage des bestiaux dans le pays et d'avoir permis la chute de nos exportations de bœuf. Il insiste ensuite sur la né-

Don américain à la science française

Dans sa dernière séance tenue récemment au ministère de l'instruction publique, le conseil d'administration de la Caisse des recherches scientifiques a été saisi d'une intéressante communication de M. William Nelson Cromwell.

L'éminent juriconsulte de New-York, grand officier de la Légion d'honneur, qui a donné à la France avant, pendant et depuis la guerre, tant de preuves d'amitié, a tenu, cette année encore, à lui témoigner de nouveau sa sympathie.

Avant de retourner en Amérique et d'accorder avec M. André Tardieu, alors président du conseil, il a versé à la Caisse des recherches scientifiques une somme de un million, destinée à être immédiatement répartie entre dix savants français pour les aider dans leurs recherches, dans leurs travaux personnels et dans ceux de leur laboratoire.

C'est ainsi qu'à Paris, dans les départements, dans nos colonies, dix de nos savants vont recevoir chacun une subvention William Nelson Cromwell de cent mille francs, sans autre condition que de l'utiliser au mieux de l'intérêt de la science. (Figaro)